

Education et culture

« Nous faisons du « bricolage » pédagogique »

La rentrée scolaire se déroule en plusieurs étapes. Après les écoles le 11 mai et les collèges le 18 mai, c'est au tour des lycées de reprendre le 2 juin. Le contexte de la pandémie a rendu cette reprise particulièrement difficile. Entretien avec David Castebrunet, secrétaire départemental du principal syndicat de professeurs des écoles et d'instituteurs en Hautes-Pyrénées, le SNUIPP-FSU 65.

Comment a été préparée la rentrée scolaire dans les écoles en Hautes-Pyrénées ?

Malgré l'avis contraire du Conseil scientifique, le gouvernement a décidé de rouvrir les écoles dès la semaine du 11 mai. Avec notre syndicat, nous avons des réserves sur cette décision des autorités. Nous aurions pu comprendre ce choix si l'on nous avait dit la vérité. L'argument sur lequel s'est réellement appuyé le gouvernement est le fait que la crise économique risquait de causer encore plus de dégâts que la crise sanitaire. La première cause était celle-ci, et non pas le fait que certains élèves pouvaient être en rupture de scolarité, même si c'est une réalité. Les personnels soignants se rendent à l'hôpital pour y sauver des vies. Les professeurs vont à l'école avec le devoir d'éviter que les enfants tombent malades et propagent le virus, ce n'est pas tout à fait la même problématique. Et c'est compliqué à mettre en œuvre. J'ai participé aux hommages rendus au personnel hospitalier. Mais je rends aussi hommage aux petites mains de l'Education nationale. Les professeurs des écoles, les instituteurs, les ATSEM, les AESH qui se sont portés volontaires pour l'accueil des enfants de personnels soignants pendant les deux mois de la durée du confinement. Certains directeurs ont à la fois assuré l'accueil dans les écoles, la continuité pédagogique et assuré leur propre classe. Autrement dit trois missions en une même journée.

Dans les Hautes-Pyrénées, sur 950 instits, 220 se sont portés volontaires pour accueillir les enfants de soignants. Par ailleurs, beaucoup d'instituteurs ont travaillé chez eux avec leurs propres outils et peu d'aide institutionnelle, notamment au début du confinement. Ils se sont débrouillés tous seuls. Au départ, l'institution était très absente. Comme quoi, le pilotage vertical et autoritaire de notre ministre est souvent contre-productif. Quand les instits ont travaillé chez eux, ils ont été admirables et performants.

Comment s'est déroulée la rentrée scolaire le 12 ou le 14 juin ?

J'étais à l'école Anatole France du quartier de l'Ormeau-Figarol à Tarbes. A la maternelle, il y avait quatre instits sur cinq et à l'école primaire, six sur huit. D'après ce que nous avons vu, il y avait 10 à 20% du nombre habituel d'enfants présents. Certains parents étaient enthousiastes au départ à l'idée de la rentrée scolaire car ils imaginaient la vie de l'école en temps ordinaire. Mais quand ils ont reçu à la maison les documents envoyés par les directeurs d'écoles expliquant la mise en place du protocole sanitaire très strict, ils ont été surpris. Plusieurs parents ont alors décidé de ne pas envoyer leurs enfants à l'école. Dans la cour de récréation de l'école Anatole France, les élèves sont tous à une distance de 4 ou 5 mètres les uns des autres. Et les instits doivent les empêcher d'aller jouer ensemble. C'est très compliqué. Les parents qui mettent leurs enfants à l'école ont souvent une grosse pression professionnelle. Ils sont obligés de reprendre le boulot.

Comment les enfants ont réagi à ces mesures sanitaires, à cette nouvelle manière de « faire l'école » ?

Les enfants restent les enfants ! Quelle que soit la situation, ils sont enthousiastes et ils s'adaptent. En maternelle, le jour de la rentrée, j'ai observé l'attitude des petits. Ils nous regardaient, nous les

adultes, avec un drôle d'air car nous étions tous masqués. Après s'être lavé les mains, chaque enfant était accompagné vers sa classe par un adulte. Il devait ensuite rester dans le même espace pendant toute la matinée, afin de respecter les gestes barrières. Pour les petits, c'est une situation nouvelle. Ils appréhendent cela avec curiosité. Comme je le dis souvent, ils vont s'adapter.

Quelle pédagogie mettez-vous en œuvre et quel programme suivez-vous, dans ces circonstances particulières ?

La pédagogie est entièrement transformée. Ce que nous devons faire, notamment en maternelle, est totalement anti-pédagogique.

En temps ordinaire, toute la démarche en maternelle consiste à créer des situations de travail en groupe, de manipulation d'objets, d'échanges, de regroupement, de construction collective. A présent, nous avons des élèves qui se trouvent à deux mètres les uns des autres pour respecter la distance sociale. Nous ne faisons plus de pédagogie, nous faisons du « bricolage ». Le ministère en est conscient. Dans son protocole, il préconise de fortes adaptations pédagogiques.

Avez-vous reçu pour la rentrée scolaire le matériel de protection sanitaire, masques, gel hydro-alcoolique ?

Les masques ont été fournis par l'Education nationale. Le gel a été fourni par la Ville de Tarbes. Par contre, les écoles devaient se débrouiller pour trouver les contenants destinés à verser les grandes quantités de gel hydro-alcoolique. A la rentrée, j'ai vu des enseignants ramener de chez eux des fioles pour pouvoir y stocker du gel et l'avoir à portée de main.

Est-ce que des enseignants, à votre connaissance, ont exercé leur droit de retrait ?

A ma connaissance, non. Le droit de retrait est un droit individuel compliqué à mettre en œuvre. Avec le syndicat, nous avons consulté un avocat qui a travaillé sur l'exercice du droit de retrait dans le monde enseignant. Sur 50 cas qu'il a été amené à accompagner, au cours de sa carrière, lorsque l'administration a contesté le droit de retrait, deux seulement ont quand même été acceptés et 48 ont été refusés. Nous avons donc mis en garde nos collègues enseignants. La notion de « danger grave et imminent » pouvant justifier le droit de retrait ne concerne quasiment jamais les épidémies devant les cours de justice.

Comment se passent les relations avec le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale (DASEN), Thierry Aumage ?

Le DASEN a fait un effort de dialogue avec les organisations syndicales. Il a organisé des séances du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHCST) chaque semaine durant le confinement. Lors de ces CHCST il a essayé de répondre à toutes nos questions concernant les problèmes sanitaires. Il s'est aussi attaché à organiser des visioconférences avec les membres du personnel de l'Education nationale. Bien sûr, dans sa communication, il a des prises de position qui sont celles du ministre, en assurant que tout va bien ...

Quelles mesures préconisez-vous avec votre syndicat pour les semaines à venir ?

Nous rappelons que le protocole rédigé par le ministère a entraîné un énorme travail pour les directeurs des écoles et les équipes depuis début mai. Ce protocole de 56 pages a été travaillé, « dépecé », mis en pratique dans les écoles. Les relations avec les mairies et les services sanitaires ont pris beaucoup de temps. Les collègues ont travaillé comme des dingues. Nous sommes en phase de test jusqu'au début du mois de juin. Ensuite, nous faisons le point avec le ministère pour voir comment évolue l'épidémie et quelles sont les nouvelles mesures gouvernementales. Les protocoles

sanitaires mis en place par les directeurs des écoles dans les Hautes-Pyrénées ont tenu compte des réalités du terrain.

Quelles ont été vos relations avec la Mairie de Tarbes en ce qui concerne les écoles de la « capitale » bigourdane ?

La communication du Maire de Tarbes, Gérard Trémège, n'a pas toujours été agréable envers les personnels de l'Education nationale. Il avait affirmé lors d'une interview à la presse locale : « les personnels de la Mairie sont prêts, pour les enseignants, c'est une autre affaire ».

L'équipe d'une école lui a envoyé une lettre en lui rappelant que les personnels des écoles avaient continué à travailler pendant le confinement et qu'ils étaient prêts dix jours avant la rentrée scolaire. En revanche, ils attendaient que leurs écoles soient nettoyées par la Mairie comme c'était prévu dans le protocole. De fait, les écoles n'étaient pas encore nettoyées le 13 mai. Gérard Trémège s'est aperçu que quelque chose ne fonctionnait pas. Le jeudi 14 mai, grand branlebas de combat. Toutes les ATSEM qui n'avaient aucune information jusque-là ont été obligées d'arriver à 6 heures du matin dans les écoles de la ville pour procéder au nettoyage. Sinon, les écoles n'auraient pas pu rouvrir. J'ai envie de dire que le Maire de Tarbes, avant de donner des leçons aux enseignants et de les juger de cette manière, ferait bien de s'occuper d'abord de la coordination de ses équipes pour que le travail soit fait correctement !

Propos recueillis par Jean-François Courtille